

## **20230927 Libération**

[https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/contre-la-loi-immigration-de-gerald-darmanin-une-autre-politique-est-urgente-et-possible-20230927\\_3CDAU3MELVBMBMOANAB6QMJDBA/](https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/contre-la-loi-immigration-de-gerald-darmanin-une-autre-politique-est-urgente-et-possible-20230927_3CDAU3MELVBMBMOANAB6QMJDBA/)  
TRIBUNE

# **Contre la loi immigration de Gérald Darmanin, une autre politique est urgente et possible !**

Article réservé aux abonnés

*Le 11 septembre dernier, des parlementaires appelaient, dans une tribune trans-partisane publiée dans «Libération», à la régularisation des travailleurs sans papiers dans les secteurs en tension. Un collectif d'élus LFI et écologistes leur répond : c'est tous les travailleurs sans papiers qu'il faut régulariser, sans exception.*



La 29 avril, plusieurs associations de défense des droits des sans-papiers défilent contre le projet de loi immigration à Paris. (Xose Bouzas/Hans Lucas)

par Un collectif de députés LFI, EE-LV, Ecologistes  
publié le 27 septembre 2023 à 16h21

Le nouveau projet de loi sur l'immigration, porté depuis plus d'un an par le ministre Darmanin, sera le 22e texte du genre en vingt ans. Et comme presque tous les précédents, il ne répond absolument pas à l'urgence humanitaire, sociale et démocratique, qui est d'améliorer l'accueil et le séjour des immigré-es. Il vient, au contraire, agiter les peurs et les suspicions. Emmanuel Macron offre ainsi une tribune à la droite et à l'extrême droite d'où propager leurs obsessions racistes et xénophobes.

*A lire aussi*  
TRIBUNE

[\*\*Loi immigration : «Nous demandons des mesures urgentes, humanistes et concrètes pour la régularisation des travailleurs sans papiers»\*\*](#)

[Tribunes](#)

11 sept. 2023

En octroyant des pouvoirs exorbitants à la police, systématisant les mesures d'éloignement, réduisant les standards de protection, dégradant les droits en matière de justice, instituant des

mesures discriminatoires selon les nationalités, en faisant fi de la présomption de minorité, ce texte piétine à la fois nos principes républicains et nos engagements internationaux.

Entre l'intensification de la chasse aux exilé·es et la poursuite de l'enfermement des enfants, les macronistes ont glissé dans leur texte un leurre : la régularisation des travailleurs et travailleuses dans certains métiers en tension. Loin de permettre une régularisation pérenne des travailleurs et travailleuses essentielles, qui occupent souvent les métiers les plus pénibles et mal payés, et font chaque jour tourner notre pays, il s'agit là d'une itération de l'opération sarkozyste d'immigration choisie, et d'une défaite culturelle et idéologique.

## **Maintenir une main-d'œuvre contrainte sans capacités de négociations**

Cette mesure est inacceptable. Tout d'abord, parce qu'elle revient à réduire une personne à l'éventuelle utilité de la force de travail qu'elle représente, violant voire niant les droits à valeur constitutionnelle qui lui sont attachés. Les métiers en tension manquent cruellement de personnels, car ils correspondent souvent à des emplois où les conditions de travail et de rémunération se sont fortement dégradées.

Selon [la Dares](#), *«même quand l'employeur ne les évoque pas explicitement, les conditions de travail demeurent significativement corrélées aux problèmes de recrutement»*. Le projet de loi, loin d'ouvrir une réflexion sur l'attractivité de ces métiers, préfère conditionner l'octroi de titres de séjour temporaires à l'occupation des emplois vacants de ces secteurs en tension, par une main-d'œuvre contrainte sans capacités de négociation.

Par ailleurs, la liste des métiers est imprécise, incertaine, non homogène sur le territoire et inconstante dans le temps. Les titres qui y seront associés seront d'autant plus précaires et les travailleurs et travailleuses vulnérables. La procédure maintient des critères restrictifs et le ou la travailleuse dans une situation de dépendance du bon vouloir de l'employeur ou employeuse à fournir des fiches de paie.

## **Revendication cohérente avec nos combats contre les reculs sociaux**

Considérer les travailleurs et travailleuses comme une main-d'œuvre variable et corvéable n'a jamais fait partie de nos valeurs. Se battre pour leurs droits, pleins et entiers, si. Voilà pourquoi, nous défendons, entre autres choses, la régularisation de tous les travailleurs et toutes les travailleuses sans papier. Avec des titres pluriannuels. Dont l'obtention serait simplifiée, par exemple en s'appuyant sur la présomption d'un lien de subordination [*le lien de subordination se caractérise par l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur, ndlr*].

La régularisation de toutes les travailleuses et tous les travailleurs sans papiers, et non pas seulement celles et ceux que le gouvernement enferme dans des métiers aux conditions de travail dégradées tout en accroissant la pression sur les autres, est une question d'égalité des droits et de justice sociale.

C'est une revendication qui ne bénéficie pas qu'aux personnes sans papier mais à tous les travailleurs et toutes les travailleuses, dont les droits économiques et sociaux, et la lutte, s'en trouvent renforcés, en cohérence avec nos combats contre les reculs sociaux des contre-réformes de l'assurance chômage jusqu'à celle de la retraite et de la loi plein emploi.

Nous les menons de manière offensive et déterminée, au Sénat, à l'Assemblée nationale et dans la rue, lorsque le texte y arrivera et dans tous les espaces de débat public. Nous le porterons dans chacune de nos manifestations et à chaque organisation d'une forme ou une autre de solidarité. Nous le gagnerons, comme tous les droits, aux côtés de celles et ceux qui luttent pour leur dignité.

**Signataires :** **Danièle Obono** Députée La France insoumise (LFI) **Andy Kerbrat** Député LFI **Raymonde Poncet-Monge** Sénatrice Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) **Benjamin Lucas** Député écolo **Stéphane Ravacley** Fondateur des Patron·ne·s solidaires (initiateurs) **Mathilde Panot** Présidente du groupe Insoumis-Nupes **Elsa Faucillon** Députée Gauche démocrate et républicaine (GDR) des Hauts-de-Seine **Aurélien Taché** Député écolo du Val-d'Oise **Sandra Regol** Députée EE-LV du Bas-Rhin **Thomas Portes** Député LFI de la Seine-Saint-Denis **Sabrina Sebaihi** Députée EE-LV des Hauts-de-Seine **Manuel Bompard** Député LFI des Bouches-du-Rhône et coordinateur de LFI **Andrée Taurinya** Députée LFI de la Loire **Elisa Martin** Députée LFI de l'Isère **Sandrine Rousseau** Députée EE-LV de Paris **Francesca Pasquini** Députée EE-LV des Hauts-de-Seine **Arash Saeidi** Secrétaire général de Génération·s et conseiller régional des Pays-de-la-Loire **Annie Lahmer** Conseillère régionale Ile-de-France **Myriam Laïdouni** Elue régionale EE-LV Auvergne-Rhône-Alpes (Aura) et cofondatrice de l'Association nationale des villes et territoires accueillants (Anvita) **Véronique Moreira** Conseillère EE-LV Métropole de Lyon **Benjamin Joyeux** Conseiller régional les Ecologistes Aura et journaliste **Bénédicte Monville** Conseillère régionale IDF.  
**Organisations signataires :** les Jeunes écolos, Insoumis et Génération•s ; les Midis du MIE, Collectif soutiens-migrants Croix-Rousse, Centre Tara.

**Organisations signataires :** les Jeunes Ecolos, Insoumis et Génération·s, les Midis du MIE, Collectif soutiens-migrants Croix-Rousse, Centre Tara.